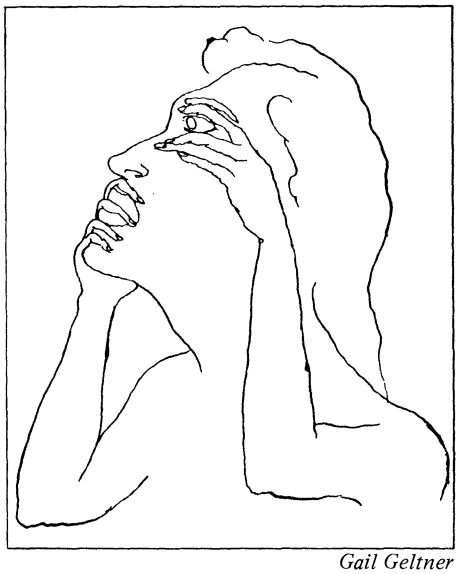
BILAN DU CENTRE D'AIDE DU VIOL

AUGUSTA LOCKHERST
et
RAYMONDE LINCOURT



Gail Geltner

A Montreal rape crisis centre recently closed after three years of operation. Two of its former members present an analysis of their mistakes and make suggestions for setting up future rape crisis centres.

Le Centre d'aide aux victimes du viol cessait complètement ses opérations en décembre 1978. Depuis lors, quatre femmes qui y travaillaient avant sa fermeture se sont impliquées dans la rédaction d'un bilan des activités du centre. Le bilan a été écrit afin que cette expérience ne soit pas perdue dans l'histoire ou répétee inutilement par d'autres femmes. Il a été aussi écrit comme une critique du mouvement anti-viol et du mouvement des femmes. Cet article, le dernier chapitre du bilan, traite de nos conceptions d'un mouvement anti-viol/anti-violence organisé contre la violence faite aux femmes. Nous espérons qu'il puisse servir de catalyseur aux discussions de réorganisation et d'action(s) autour de cette question. Sans les discussions, la frustration et les pleurs des femmes du Centre d'aide aux victimes de viol de Montréal, ce bilan n'aurait pas été écrit.

Depuis ses débuts en 1975, jusqu'à la fin de 1978, le C.A.V.V. de Montréal opérait comme un service de 24 heures, offrant un support aux victimes de viol (ou autres agressions sexuelles) en situation de crise. Bien que souvent d'orientations différentes, les femmes qui se chargeaient bénévolement de ce travail formaient un collectif à conviction féministe. Il y en avait qui étaient motivées à aider les femmes durant la période de crise qui suit le viol. Elles espéraient qu'en même temps ces femmes en arrivent à une certaine prise de conscience vis-à-vis des aspects politiques du viol. Les autres voyaient leur travail comme une action politique et espéraient contribuer à un changement des conditions généralement définies comme 'causes' du viol. Des femmes ont constamment succédé à d'autres et ce à un rythme accéléré. C'était dû en partie aux problèmes de fonctionnement interne et aux divergences politiques.

Après pas mal de considérations, les femmes impliquées au Centre décidèrent d'interrompre la ligne téléphonique pour une période de temps déterminée. Notre but était de regarder l'expérience qui prévalait depuis trois ans et de mieux examiner les politiques du Centre. Le Centre était constitué d'un groupe restreint de femmes. Plusieurs d'entre nous étaient brûlées. Tout en répondant aux besoins des victimes de viol et en s'occupant de l'aspect éducationnel et d'autres tâches, nous devions gagner notre vie et avions notre vie privée, etc. Il était exigeant de répondre aux besoins des femmes en situation de crise. Nous nous sentions souvent isolées les unes des autres ainsi que des autres femmes du mouvement.

Il y avait aussi constamment de longs débats concernant les activités du Centre et leur validité politique. La plupart d'entre nous étaient d'accord pour dire que les services offerts ne rencontraient pas tellement de succès chez les femmes qui nous appelaient. Le travail se limitait par lui-même et ne rencontrait pas nos objectifs. La plupart d'entre nous considérait l'aspect des services comme une activité qui servait de pansement à une blessure qui aurait requis une intervention chirurgicale.

Dans l'histoire du Centre, ce n'était pas la première fois que nous en arrivions à ce point-là. Les femmes qui auparavant avaient tiré les mêmes conclusions avaient habituellement quitté le Centre après en avoir préparé d'autres à la hâte pour qu'elles prennent leur place. C'est ainsi que le cycle se continuait. Cette fois, nous avons décidé qu'il était temps d'écrire notre expérience et d'en arriver à une organisation qui offrirait une alternative. C'est pour nous permettre de mieux le faire que nous avons décidé de cesser les services. C'était une première dans l'histoire du Centre. C'était difficile parce que l'idée qui était enracinée en nous, était de rencontrer les besoins des victimes de viol. C'était DEVENU notre raison d'être, c'était cette raison d'être qui nous avait 'mérité' notre crédibilité AUX YEUX DU SYSTÈME.

Dans les semaines de réflexion qui suivirent les semaines de récupération, les parties du bilan commencèrent à se rassembler. Plusieurs de ces idées n'étaient pas nouvelles, il y a là des idées qui ont été lançées depuis pas mal de temps. Ce qui est important, toutefois, c'est que les femmes du mouvement réalisent qu'il est possible d'entreprendre simultanément différentes formes d'action et de s'organiser à plus d'un niveau à la fois. Mais il est crucial que ces actions aillent de pair et que des ébauches de stratégie soient suivies de périodes de discussions sur leurs contenus. Les femmes doivent commencer à s'organiser autour de la violence contre les femmes au lieu d'entreprendre isolément des luttes séparées. Une organisation à un niveau communautaire est requise pour appuyer ces services.

Il est évident, à la lumière de notre expérience, que nous sommes encore au point où LE SILENCE QUI ENTOURE LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES DOIT ÊTRE ROMPU. Tant que ce silence ne sera pas rompu, l'ampleur que prend la violence contre les femmes ne sera pas vraiment sentie. Ce n'est pas avec des statistiques que l'on fera réaliser à une femme qu'elle n'est pas la seule à subir

cette forme de violence. Les statistiques ne lui feront pas non plus réaliser que sa réaction n'en est pas une d'hystérie anormale à la suite de l'explosion d'un mâle frustré qu'elle aurait 'provoqué'. Ce n'est que lorsque les femmes en parleront ouvertement entre elles, mais alors seulement, qu'elles réaliseront que la violence contre chacune a des répercussions sur nous toutes. Ensuite, les femmes seront capables de dépasser leur peur et de sentir leur force comme femmes.

Maintenir le contact avec une femme qui souffre à cause d'un acte de violence est un aspect important du processus d'organisation. Nous devons l'aider à franchir les étapes pour briser le silence et la peur. C'est elle qui construit le mouvement. La nécessité d'un groupe de femmes capables d'en assister d'autres, en situation de crise, demeure actuelle. Ces femmes devraient voir ce travail pour ce qu'il est, c'est-à-dire un pansement sur les bobos du systême, une première étape dans un processus. En tant que première étape, il est important qu'elle soit franchie par des femmes qui sont en relation avec leur propre expérience de violence. Ces femmes devraient discuter de la violence aux niveaux personnel et politique, reconnaitre leurs limites de façon à ne pas brûler ou se mettre totalement à la disposition des victimes. Elles devraient instaurer des mécanismes pour discuter de leurs divergences politiques et individuelles afin de résoudre les conflits.

Si notre intention est de nous organiser de manière à ce qu'il soit possible à une femme de traverser entièrement un processus de croissance, le contact initial avec cette femme ne doit plus être fait de façon anonyme par des travailleuses cachées derrière des téléphones dans des locaux confidentiels. Il devrait aussi être clair pour la femme qui reçoit ce service qu'elle devrait, à un moment donné, être en mesure de rendre le même service à une autre femme. Ce serait une étape positive, à la fois pour les victimes de violence et pour le groupe qui donne le service.

Nous n'envisageons pas que ce groupe travaille proche des hôpitaux, de la police ou du système judiciaire. A moins qu'il s'agisse d'une décision prise par une femme, en toute connaissance de cause, d'entreprendre la bataille des tribunaux, un tel contact n'est pas impératif. Il l'est peut-être davantage dans les cas de viol que dans les cas des femmes battues où les implications légales sont souvent plus complexes. L'emphase de ce groupe sera sur le processus que la femme vivra. Les ressources requises peuvent être trouvées dans divers services communautaires.

L'étape suivante du processus serait la formation d'un groupe de type communautaire qui serait en mesure de permettre à une femme d'analyser plus avant l'impact de son expérience de violence dans sa vie, et par là mesurer comment les femmes sont généralement affectées.

Ce groupe servirait aussi de support pour poursuivre l'intervention en situation de crise. Nous voyons ce processus de groupe comme un aspect crucial du travail avec les victimes de viol et comme une lacune fondamentale du centre auparavant. La base communautaire de ces groupes est essentielle pour leur succès.

Les difficultés que nous envisageons sont:

—l'intégration des victimes dans un groupe déjà établi.
—le fonctionnement avec des femmes qui sont à des niveaux différents dans leur réaction et leur compréhension de la violence contre les femmes.

Les moyens que nous envisageons pour atténuer ces problèmes pourraient être:

—le contact de la femme avec une individue du groupe durant la période de crise.
—la prise de responsabilité du groupe ou d'une individue afin de faciliter l'intégration des femmes dans le groupe.

De tels groupes communautaires pourraient être établis en même temps qu'un groupe qui traiterait les situations de crise. Encore une fois, la compréhension personnelle aussi bien qu'intellectuelle de la question est importante.

Les groupes communautaires auraient, de toute évidence, plus qu'une valeur 'thérapeutique'. De tels groupes pourraient devenir les unités de base pour mener l'action par rapport à la violence. Ils pourraient travailler avec les victimes pour trouver l'alternative aux actions existantes (soit la plainte et le rapport du crime à la police). L'alternative dépendrait en partie, des situations particulières qui surgiraient et pourraient être développées avec le consentement et en coopération avec la victime.

Les suggestions possibles d'action sont:

—informer la communauté des crimes commis, via la colonne dans les journaux locaux.
—éclabousser de peinture les maisons d'agresseurs ou les endroits où des crimes sont commis.
—la confrontation réelle et verbale avec l'agresseur et/ou des tribunaux locaux.

Les motifs pour entreprendre de telles actions devraient être clairement définis et exprimés. Les actions doivent être bien organisées. Si c'est fait dans un esprit de vengeance ce n'est alors qu'un mauvais usage de notre pouvoir. Ce groupe pourrait faire de l'éducation populaire. Etant basé sur la communauté, il pourrait fournir des moyens pour rejoindre les femmes isolées dans leurs foyers. Ces groupes pourraient être, éventuellement, des unités d'organisation autour des procédures légales, des tribunaux populaires ou des manifestations autour de la question.

Quelle que soit la forme que prennent ces actions, un tel réseau d'organisation est important comme manière de fournir aux femmes des moyens de reconnaître leurs réactions initiales à la violence, de les dépasser, de changer ces réactions en colère et d'utiliser ou changer cette colère en action positive concrète. Un réseau d'organisation est requis pour former un cycle dans lequel l'énergie que mettent les femmes à aider une autre femme à la suite d'un viol (ou de toute autre forme de violence) soit récupérée et dirigée vers une action politique. Il est primordial que cette organisation soit de type communautaire. Il est temps de faire en sorte que les responsabilités ne soient plus seulement assumées par des individues féministes, mais qu'elles soient partagées par les femmes pour qui le mouvement existe.

Comme dernier aspect de l'organisation, nous voyons le besoin d'une coalition des femmes contre la violence envers les femmes. Une telle coalition faciliterait la communication entre les femmes impliquées dans les différents groupes traitant de la question. Elle établirait des moyens de coopérer dans les actions et fournirait un lieu de discussion et de planification de stratégie(s). Une coalition pourrait coordonner les actions et les organiser à une plus grande échelle. Elle aurait comme autre fonction d'éliminer la duplication du travail dans divers groupes : par exemple, la coalition pourrait procurer ces fonds pour supporter les organismes existants afin de leur permettre de continuer leurs activités ou d'en entreprendre d'autres.

Les propositions présentées ici sont encore vagues. Ces idées ont besoin d'être discutées. Les détails et les mécanismes réels d'action prendront corps avec le temps. Les premières étapes sont de discuter la possibilité d'organiser un mouvement anti-viol et de le mettre en marche.

Publié dans la revue *Des Luttes et des rires de femmes*, vol. 2, no. 4, (mai-juin 1979), dossier La Violence.